

# CHICKASAW TRIBAL NATION

Leading the way for JUSTICE / CHANGE

c/o Prime Minister Vogel Denise Newsome
Post Office Box 31265

Jackson, Mississippi 39286

(833) 733-0003 / (601) 885-3324

Email: prime-minister@chickasaw-tribal-nation.website

But ye are **a chosen** generation, **a royal** priesthood, **an holy** nation, **a peculiar** people; that **ye should shew forth the praises of him** who hath called you out of darkness into his marvellous light - 1 Peter 2:9

Mais vous êtes une génération élue, un sacerdoce royal, une nation sainte, un peuple particulier; afin que vous publilez les louanges de celui qui vous a appelés des ténèbres à sa merveilleuse lumière - 1 Pierre 2:9

# 21 JUIN 2024

#### CC:

États membres sélectifs des Nations Unies (pour l'assistance dans le traitement du dépôt de plaintes/requêtes d'urgence) /nations étrangères/médias, etc.

#### **SOUMISSION:**

06/01/2024 Plainte et pétitions d'urgence de la nation tribale Chickasaw / de l'ambassade internationale d'Utica concernant la SITUATION AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE - ÉTAT DU MISSISSIPPI, ETC. - NUMÉRO DE CAS 2024-06/01CTN-UIE00001 - - Conformément au 04/04/2019, Communication de la Cour pénale internationale [OTP-CR-367/18] - - - SUIVANT Assaut terrestre TERRORISTE secret prévu pour une prise de contrôle HOSTILE le 1er juillet 2024, suite à l'opposition « VERBALE / ÉCRITE » et aux « PROTESTATIONS PUBLIQUES » des Indiens NOIRS / TRIBAUX Nations / peuples autochtones de l'État américain du Mississippi – ville de Jackson, Mississippi – c'est-à-dire menés sous couvert d' une législation FRAUDLANTE poussant le CCID [Capitol Complex Improvement District] à des projets de racket criminel des nazis américains/des suprémacistes blancs/du Ku Klux Klan/des juifs / Sionistes . . . Pour FAVORISER leur engagement dans le VOL / VOL Illégal de terres / territoires, propriétés et ressources, etc. desdits « groupes PROTÉGÉS» [Indiens AUTOCHTONES / NOIRS. . .] - - INCOMPÉTENCE et INCAPACITÉ des responsables américains à traiter de telles questions de DROITS DE L'HOMME et DÉFAUT D'AGIR et de PRÉVENIR les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et autres atrocités, etc.

Salutations:

Je m'appelle Vogel Denise Newsome – Premier ministre de la nation TRIBAL Chickasaw et ambassade d'Utica INTERNATIONAL. Nous venons à chacun de vous dans l'Amour, la Vérité, la Paix, la LIBERTÉ et la JUSTICE!

Aujourd'hui, nous avons soumis cette communication instantanée ainsi que la lettre d'accompagnement du 2 juin 2024 et la « *PLAINTE CTN-UIE/ DEMANDES D'assistance d'URGENCE du 31/05/2024 ». . .;* ci-joint, joint et/ou fourni sur le(s) lien(s) suivant(s) :

#### **LETTRE DE MOTIVATION:**

https://login.filesanywhere.com/guest/fs?v=8c6d6587606471bcafa2&C=0

#### Nation tribale Chickasaw:

http://chickasaw-tribal-nation.website/press-releases/060224-communications-for-060124-chickasaw-tribal-nation-complaint-and-emergency-petitions

#### Ambassade internationale d'Utica :

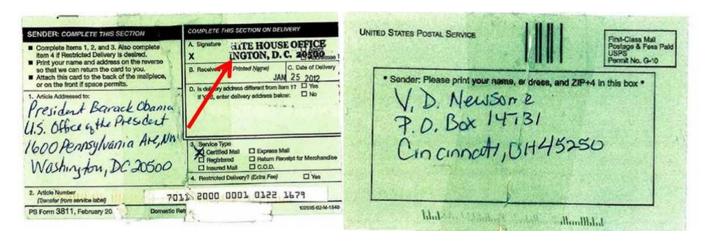
https://uticainternationalembassy.website/060224-communications-for-060124-chickasaw-tribal-nation-complaint-andemergency-petitions

#### Sensibilisation mondiale:

https://bringingglobalawareness.website/legal-corner/060224-communications-for-060124-chickasaw-tribal-nation-complaint-and-emergency-petitions

https://login.filesanywhere.com/guest/fs?v=8c6d65876063757a6daa&C=0

VEUILLEZ ÊTRE AVISÉ: Les conditions préalables pour fournir cette ou ces soumissions instantanées ont été remplies, c'est-à-dire dans lesquelles les présidents / responsables du pouvoir exécutif des États-Unis d'Amérique, les membres du Congrès/responsables du pouvoir législatif, la Cour suprême des États-Unis/les responsables du pouvoir judiciaire et / ou les chefs d'état-major interarmées / les responsables de la branche MILITAIRE, etc. ont été servis EN TEMPS, CORRECTEMENT et ADÉQUATEMENT dans notre poursuite de la JUSTICE et des recours LÉGAUX, etc. par le biais des « tribunaux INTERNATIONAUX appropriés! »





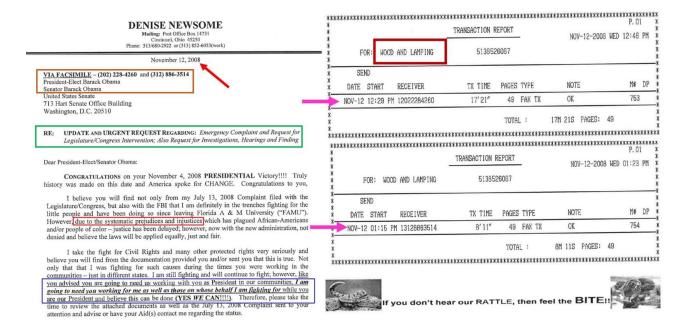
Conformément aux statuts, codes, règles, règlements et/ou lois applicables régissant ces questions :

## LA PROCÉDURE PUBLIQUE 1235

#### 9.1 La Commission des droits de l'homme

La Commission des droits de l'homme est l'organe de défense des droits de l'homme le plus important créé par le Conseil économique et social (ECOSOC). Il est composé de représentants des États membres et se réunit chaque année pendant six semaines. Il reçoit des rapports et discute de la situation des droits de l'homme dans des pays spécifiques ainsi que de questions spécifiques en matière de droits de l'homme. Elle est assistée dans ses travaux par la Sous-Commission, un corps d'experts indépendants qui siègent à titre individuel. En vertu de la résolution 1235, la Commission peut examiner les informations relatives aux violations flagrantes des droits de l'homme dans des pays spécifiques. Il doit y avoir un schéma cohérent de violations . La procédure est publique et largement utilisée. Cette procédure a permis la nomination de rapporteurs ou de représentants spéciaux chargés de mener des missions d'enquête. Les informations peuvent être reçues par n'importe quel individu, groupe ou État sous n'importe quelle forme. Une autre procédure est celle établie par la Résolution 1503. Cette procédure est également conçue de manière étroite pour traiter des situations qui semblent révéler un système généralisé de violations flagrantes des droits de l'homme, mais l'examen est confidentiel. Les communications ne peuvent pas être anonymes ; ils ne peuvent pas être politiquement motivés ; ils ne peuvent pas être basés exclusivement sur les informations des médias de masse ; ils doivent expliquer comment les recours internes ont été épuisés ; et elles doivent être soumises dans un délai raisonnable après l'épuisement des recours internes.

https://www.un.org/esa/socdev/enable/comp209.htm #: ``:text=Under % 20 Resolution % 201235% 20 the % 20 Commission, is % 20 public % 20 and % 20 widely % 20 used .



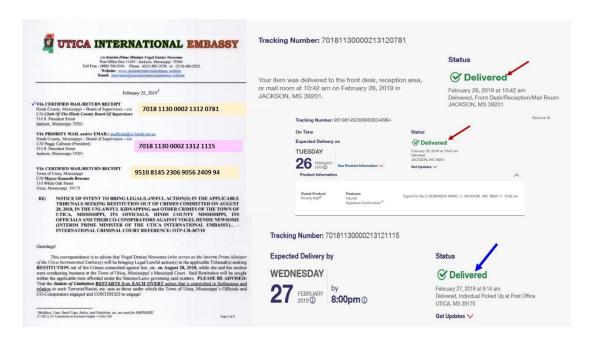
### COUR DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES

Le Conseil des droits de l'homme est un organisme intergouvernemental au sein du système des Nations Unies composé de 47 États responsables de la promotion et de la protection de tous les droits de l'homme dans le monde.

Il a la capacité de discuter de toutes les questions et situations thématiques relatives aux droits de l'homme qui nécessitent son attention tout au long de l'année.

https://www.ohchr.org/en/hrbodies/hrc/home#: ``:text=The%20Human%20Rights%20Council%20is, its%20attention%20throughout%20the%20year .

Le comté de Hinds et la ville d'Utica, dans l'ÉTAT DU MISSISSIPPI, des États-Unis d'Amérique, sont desservis vers le 26 février 2019 et le 27 février 2019 :



#### COMMENT PORTER PLAINTE AUPRÈS DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES

Le dépôt d'une plainte auprès des organes des droits de l'homme des Nations Unies ne devrait être utilisé qu'en dernier recours. <u>Tous les recours internes et nationaux doivent être épuisés avant de déposer une plainte auprès de l'ONU</u>.

Avant de contacter l'ONU, il est recommandé de contacter un barreau local ou un groupe de défense des droits de l'homme dans votre pays de résidence pour obtenir de l'aide.

https://unric.org/en/human-rights-how-to-file-a-complaint-with-the-un/#: ``text=All%20 domestic%20 and %20 national %20 remedies, country %20 of %20 residence %20 pour %20 assistance .

Les États-Unis d'Amérique sont nazis/suprémacistes blancs/Ku Klux Klan/juifs/sionistes. . . Fonctionnaires avec leur conseiller juridique (Baker Donelson Bearman Caldwell & Berkowitz PC) et co-conspirateurs **RÉPONDANT** et s'engageant dans d'autres crimes de guerre, crimes contre l'humanité et autres atrocités, etc. **contre** les fonctionnaires de l'ambassade internationale de la nation tribale Chickasaw / d'Utica, les Indiens NOIRS / AUTOCHTONES Les gens sont allés jusqu'à <u>faire enlever Julian Assange de l'ambassade de l'Équateur à Londres, en Angleterre, par le biais d'opérations terroristes secrètes visant à faire taire les voix des témoins des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des atrocités commis par les États-Unis, etc. **AU NATIONAL et À L'INTERNATIONAL!**</u>



# **DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME : Q**U'EST-CE QUE L'ARTICLE **23** DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES

#### Article 1

**Tous** les êtres humains **naissent libres et égaux en dignité et en droits.** Ils sont dotés de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

#### Article 2

**Toute personne a droit à tous les droits et libertés** énoncés dans la présente Déclaration, sans distinction d'aucune sorte, telle que la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation. En outre, aucune distinction ne sera faite sur la base du statut politique, juridictionnel ou international du pays ou du territoire auquel appartient une personne, qu'il soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à toute autre limitation de souveraineté.

#### Article 3

Toute personne a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne.

#### **Article 4**

Nul ne sera tenu en esclavage ou en servitude ; l'esclavage et la traite négrière seront interdits sous toutes leurs formes.

#### Article 5

Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

#### Article 6

Toute personne a droit partout à la reconnaissance de sa personnalité juridique.

#### Article 7

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans aucune discrimination à une égale protection de la loi . Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination en violation de la présente Déclaration et contre toute incitation à une telle discrimination.

#### **Article 8**

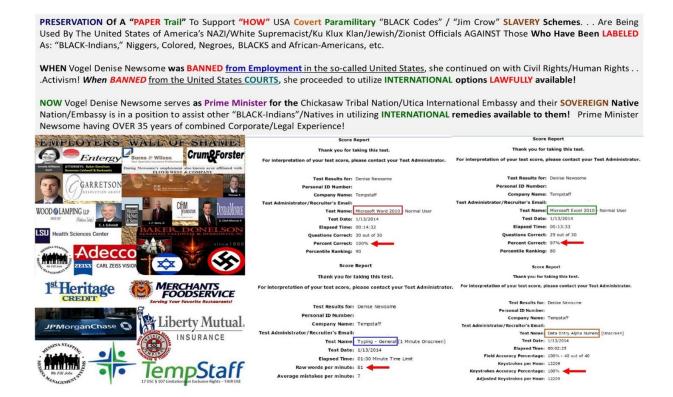
Toute personne a droit à un recours effectif devant les tribunaux nationaux compétents contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

#### Article 9

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

#### Article 10

Toute personne a droit en pleine égalité à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, pour statuer sur ses droits et obligations et sur toute accusation pénale portée contre elle . . . .



#### Article 23:

- 1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son emploi, à des conditions de travail justes et favorables et à la protection contre le chômage.
- 2. Toute personne, sans aucune discrimination, a droit à un salaire égal pour un travail égal.

https://www.un.org/en/about-us/universal-declaration-of-human-rights#:~:text=Article%2023,equal%20pay%20for%20equal%20work .

#### Qu'est-ce que l'Article 377 des Nations Unies?

La résolution 377(V) de l'Assemblée générale est connue sous le nom de résolution « Unir pour la paix ». Adoptée en 1950, la résolution prévoit que si le Conseil de sécurité n'exerce pas sa responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales, l'Assemblée générale peut convoquer une session extraordinaire d'urgence.

https://ask.un.org/faq/177134#: ``:text=General%20 Assembly%20 resolution%20377 (V, call%20 an%20 emergency%20 special%20 session.

En vertu de la résolution 377A(V), « S'unir pour la paix », adoptée par l'Assemblée générale le 3 novembre 1950, une session extraordinaire d'urgence peut être convoquée dans les 24 heures :

"Décide que si le Conseil de sécurité, faute de l'unanimité des membres permanents, n'exerce pas sa responsabilité principale de maintien de la paix et de la sécurité internationales dans tous les cas où il semble y avoir une menace contre la paix, une rupture de la paix , ou d'un acte d'agression, l'Assemblée générale examinera la question immédiatement en vue de faire des recommandations appropriées aux membres en faveur de mesures collectives, y compris, en cas de rupture de la paix ou d'acte d'agression, le recours à la force armée lorsque cela est nécessaire, pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales . Si elle n'est pas en session à ce moment-là, <u>l'Assemblée générale peut se réunir en session extraordinaire d'urgence dans les vingt-quatre heures suivant la demande</u> . Une telle session extraordinaire d'urgence sera convoquée à la demande du Conseil de sécurité. vote de sept membres quelconques, ou à la majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

POLITIQUES / PRATIQUES DES ÉTATS-UNIS : Lois Jim Crow / Codes noirs / Décision Dred Scott . . .

Les NAZIS / Suprémacistes BLANCS / Ku Klux Klan / Juifs / Sionistes des États-Unis d'Amérique. . . ont créé une nation FICTIF qu'ils appellent les États-Unis d'Amérique / États-Unis et se livrent à des crimes de guerre, des guerres d'AGRESSION, des crimes contre l'humanité et d'autres atrocités, etc. contre les Indiens AUTOCHTONES / NOIRS (VRAIS propriétaires / héritiers . . .) / LES AUTOCHTONES des Terres/Territoires actuellement déformés sous le nom de « États-Unis d'Amérique ! »

Les Indiens AUTOCHTONES /NOIRS étant un ÉTIQUETTE interchangeable avec ceux qui ont été ÉTIQUETÉS comme: Nègres, Métis, Nègres, Coons, NOIRS et/ou AFRICAINS Américains. . . et sont soumis au « génocide sur papier » et à des pratiques discriminatoires / racistes SYSTÉMATIQUES à travers de tels stratagèmes/plans connus sous le nom (c'est-à-dire, toutefois, sans s'y limiter : :

Lois Jim Crow;
Codes noirs;
Dred Scott;
Mémorandum 46 du Conseil de sécurité nationale;
Projet 2025;
District d'amélioration du complexe capital du Mississippi (CCID); et
Beaucoup plus

sont utilisés contre les nations AUTOCHTONES **des Indiens NOIRS/ INDIGÈNES**, leurs fonctionnaires et/ou les peuples AUTOCHTONES – c'est-à-dire À SUIVRE DES PROTESTATIONS et des OBJECTIONS bien documentées dues aux fonctionnaires des États-Unis et à leurs NAZIS/Suprémacistes BLANCS/Ku Klux Klan/Juifs/ Les sionistes. . . <u>des allégations alléguant que « les Indiens NOIRS n'ont AUCUN droit que l' homme blanc est OBLIGÉ de RESPECTER!</u> »

They had for more than a century before been regarded as beings of an inferior order ... and so far inferior, that they had no rights which the white man was bound to respect; and that the negro might justly and lawfully be reduced to slavery for his benefit. — Dred Scott, 60 U.S. at 407.



Dred Scott v. Sandford - Wikipedia

 $https://en.wikipedia.org/wiki/Dred\_Scott\_v.\_Sandford\#: ``:text=Ils\%20 had\%20 for\%20 more\%20 than, Scott\%2C\%2060\%20 U.S.\%20 at \%20407.$ 

Nous pensons que les ENQUÊTES soutiendront les POURSUITES pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et autres atrocités. En outre, de nouvelles attaques TERRORISTES lors de l' INVASION illégale du 1er JUILLET 2024 contre des responsables des États-Unis d'Amérique et leurs co-conspirateurs opérant par l'intermédiaire d'une autre société privée (État du Mississippi) ont adopté une législation FRAUDULANTE alléguant qu'une soi-disant agence d'État a JURIDICTION (quand PAS) sur les Indiens NOIR, leurs nations et leurs peuples TRIBAUX ! De plus, que les Indiens AUTOCHTONES/NOIRS OBJECTIFS auxdits crimes de guerre, crimes contre l'humanité et autres atrocités, etc. sont des DROITS qu'ils ne peuvent pas légalement (quand ils le peuvent ) affirmer et ont annoncé PUBLIQUEMENT D'AUTRES INVASIONS ILLÉGALES dans ce qui est actuellement connu sous le nom de Jackson, Mississippi et EXPANSION des opérations TERRORISTES secrètes à travers le GUISE de la « CAPITOL POLICE » — c'est-à-dire conformément à la décision de la Cour suprême des États-Unis rendue dans son arrêt DRED SCOTT .

IMPORTANT À NOTER: La Cour suprême des États-Unis est ÉGALEMENT une « société privée » et N'A PAS de compétence sur les Indiens NOIR ainsi que sur leurs affaires et est un tribunal FRAUDULEUX avec des juges fictifs poussant les agendas du « NOUVEL Ordre » NAZIS CONTRE le NOIR. Indiens et remplissant des RÔLES dans des CONSPIRATIONS visant à asservir et/ou à poursuivre des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et d'autres atrocités, etc. contre lesdits groupes PROTÉGÉS d'Indiens autochtones/NOIRS, leurs nations AUTOCHTONES et/ou leurs peuples AUTOCHTONES !



MARCH 19, 2007

#### "No Rights Which the White Man was Bound to Respect": **Dred Scott Decision**

On March 6, 1857, Chief Justice Roger Taney issued what is widely regarded as the worst Supreme Court opinion ever. He noted that the question before the Court was whether African Americans are citizens of the United States and thus able to file suit in federal court. His analysis of that issue is couched in abjectly racist language:



[African Americans] had for more than a century before been regarded as beings of an inferior order, and altogether unfit to associate with the white race, either in social or political

> relations; and so far inferior, that they had no rights which the white man was bound to respect; and that the negro might justly and lawfully be reduced to slavery for his benefit. He was bought and sold, and treated as an ordinary article of merchandise and traffic, whenever a profit could be made by it.

Shown Here: Introduced in House (11/13/2019)

116TH CONGRESS 1ST SESSION

H. RES. 694

Recognizing the importance of the Civil Rights Act of 1866 and the laws derived therefrom.

#### IN THE HOUSE OF REPRESENTATIVES

Ms. WATERS (for herself, Mr. THORPSON of Mississipps, Mr. CARSON of Indiana, Ms. LEE of California, Mr. DANNY K. DAVIS of Illinois, Mr. GREEN of Texas, Ms. BASS, Ms. CLARKE of New York, Ms. JACKSON LEE, Mr. MEEKS, Mr. RUSS, Mr. CLAV, Ms. NORTON, Ms. MOORE, Mrs. WATDON COLEMAN, Mr. EWINS, Mr. LEWIR, Ms. PRESSLEY, Ms. PLAKETT, Mrs. BEATT, and Ms. PLOGE) submitted the following resolution, which was referred to the Committee on the Judiciary.

#### RESOLUTION

Recognizing the importance of the Civil Rights Act of 1866 and the laws derived therefrom

in the aftermath of the Civil War, the reunified United States of America struggled to reconstruct its war-torn States or establish laws granting newly freed slaves the same rights afforded to White citizens

Whereas the Civil Rights Act of 1866 declared that all persons born in the United States are entitled to be citizens, without regard to race, color, or previous

Whereas the Civil Rights Act of 1866 was enacted to accomplish three primary objectives: to establish that all persons born in the United States were to be considered citizens, to clearly define the rights guaranteed by American citizenship, and to make it unlawful for any person to deprive another of these rights on the basis of race;

Whereas the Civil Rights Act of 1866 served the role of overriding "Black Codes", laws enacted in southern States to restrict African Americans' freedom and keep formerly enaleved persons from thriving in society,

https://bringingglobalawareness.website/2019-us-house-resolution-694-black-codes

https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-resolution/694/text

https://login.filesanywhere.com/fs/v.aspx?v=8c6d658b5a6170b3a1aa

WHITECAPPING / DÉPLACÉS INTERNES: Nous pensons qu'il existe suffisamment de preuves pour soutenir les NAZIS / Suprémacistes BLANCS / Ku Klux Klan / Juifs / Sionistes des États-Unis. . . .s'engager dans des pratiques de WHITECAPPING et FORCER les « Indiens NOIRS » / Nations autochtones à quitter leurs terres / territoires, ce qui les amène à être DÉPLACÉS À L'INTÉRIEUR et à en faire des RÉFUGIÉS! En outre, se livrer à de tels crimes de guerre, crimes contre l'humanité et autres atrocités, etc. contre les AUTOCHTONES / « Indiens NOIRS » / Nations AUTOCHTONES à des fins de VOL / VOL des terres / territoires , propriétés et ressources desdits groupes PROTÉGÉS , etc.! Ainsi, soutenant davantage l'INCOMPÉTENCE et/ou l'INCAPACITÉ des responsables américains à résoudre de tels problèmes de droits de l'HOMME en raison de leurs intérêts FINANCIERS / PERSONNELS. D'après notre compréhension, il y a des PREUVES dans les « Dossiers PUBLICS » des responsables des États-Unis et de leurs co-conspirateurs CONSPIRANT pour voler les terres/territoires, propriétés et ressources, etc. de la nation tribale Chickasaw/de l'ambassade internationale d'Utica par le biais d'une action d' homologation /succession frauduleuse . (s) qui auraient été introduits dans la « succession de Joseph Newsome » — c'est-à-dire pour lesquels des OBJECTIONS EN TEMPS OPPORTUN ont été soumises et sont MAINTENANT fournies par le biais de la soumission à laquelle la présente communication soutient.

# Internally displaced definition and meaning

"Persons or groups of persons who have been forced or obliged to flee or to leave their homes or places of habitual residence, in particular as a result of or in order to avoid the effects of armed conflict, situations of generalized violence, violations of human rights or natural or human-made disasters, and who have not crossed an internationally recognized state border."

- The United Nations Guiding Principles on Internal Displacement

**IMPORTANT À NOTER**: L'une des conditions pour être libérée des otages, Vogel Denise Newsome / Premier ministre Newsome a informée *qu'elle* devrait avoir un endroit οù vivre! De elle n'est PAS autorisée à retourner à Utica, Mississippi! Conformément à la réunion d'octobre 2015 avec les responsables de la ville d'Utica, le recours « INTERNATIONAL » est par la présente légal et/ou applicable pour résoudre lesdits problèmes et pour RETOURNER les terres/territoires et propriétés détenus par les responsables des États-Unis/États-Unis. . ., leur conseiller juridique Baker Donelson Bearman Caldwell & Berkowitz, et les co-(qui incluent les frères et sœurs de VDN...), etc. ont ASSASSINÉ / ASSASSINÉ et cherchent MAINTENANT à VOLER . . . par des moyens illégaux - c'est-à-dire crimes de guerre, actes criminels et autres atrocités, etc.



Toute personne ou toutes personnes qui, au moyen de pancartes ou d'autres écrits, ou verbalement, tenteront par des menaces, directes et implicites, <u>de blesser</u> la personne ou les biens d'autrui, <u>d'intimider</u> cette autre personne et de l'inciter à <u>abandonner</u> ou <u>à changer de domicile</u> ou <u>d'emploi</u>. doit, en cas de condamnation, être condamné à une amende n'excédant pas cinq cents dollars, ou emprisonné dans la prison du comté n'excédant pas six mois, ou dans un pénitencier n'excédant pas cinq ans, comme le tribunal, à sa discrétion, peut le déterminer - Code du Mississippi § 97-3 -87 - *Menaces et intimidations*; *Coiffage blanc* 

2020 Mississippi Code Title 97 - Crimes

JUSTIA US Law

Chapter 3 - Crimes Against the Person § 97-3-87. Threats and intimidation; whitecapping

Universal Citation: MS Code § 97-3-87 (2020)

Any person or persons who shall, by placards, or other writing, or verbally, attempt by threats, direct or implied, of injury to the person or property of another, to intimidate such other person into an abandonment or change of home or employment, shall, upon conviction, be fined not exceeding five hundred dollars, or imprisoned in the county jail not exceeding six months, or in the penitentiary not exceeding five years, as the court, in its discretion may determine.

**Au 12/04/20 24**: https://law.justia.com/codes/mississippi/2020/title-97/chapter-3/section-97-3-87/#:~:text=Any%20person %20ou%20personnes%20qui, dépassant%20cinq%20cent%20dollars%2C%20ou

Merci à chacun d'entre vous par avance pour votre temps et votre considération dans cette affaire. Si vous avez d'autres questions, n'hésitez pas à nous contacter par téléphone et par EMAIL pour assurer la réception et l'EXTRAORDINAIRE et ces événements HERSTORIQUES/HISTORIQUES partagés et EXPOSÉS dans le but de tenir « le PEUPLE » / LE MONDE informé comme l'exigent les les Statuts, Codes, Règles, Règlements et/ou Lois régissant lesdites matières.

Avec mes salutations distinguées,